Gérard Bapt (PS) dénonce les “connivences” entre la Turquie et l’Etat islamique”

22/10/2014 à 20h06

Gérard Bapt (Député socialiste, président du groupe d’amitié France-Syrie) dénonce les “larges connivences” entre M. Erdogan , premier ministre turc, et l’Etat islamique” contre les Kurdes et le régime alaouite de Bachar el-Assad .

> *Ce n’est pas l’islam qui est en cause, l’islam est multiple. C’est l’obscurantisme et la manipulation génocidaire d’une religion.*



La résistance inouïe des Kurdes syriens à Kobané, gravant le nom de cette ville à la suite de ceux de Stalingrad ou Varsovie, confirme la permissivité et la compatibilité de l’islamisme « modéré » turc avec l’islamisme totalisant de « l’Etat islamique ».

La passivité des chars turcs sur les collines dominant Kobané est-elle vraiment dirigée contre les Kurdes syriens du PYD qui ne représentent aucun risque imminent pour la Turquie ? Ce sont ceux qui ont été jusqu’en Irak sauver yezidis et chrétiens sur le mont Sinjar. Le ressort réel de la passivité

turque est la désignation par le président turc M. Erdogan de son véritable adversaire : les laïcs kurdes et arabes. Il souhaite abattre Bachar Al-Assad et le régime syrien pour installer les Frères Musulmans au pouvoir. Sa causalité est intime et ancienne : pour la confrérie des Frères musulmans, plus que contre juifs et chrétiens, la haine atavique vouée aux « hérésies » est dirigée contre l'alaouisme. Celui-ci repose sur la croyance ancrée dans un certain islam historique en la proéminence d'Ali, suprême crime d'apostasie.

De plus, la pratique religieuse des alaouites est minimaliste et libérale, s'opposant à la charia. Elle célèbre certaines fêtes chrétiennes. En conséquence, les alaouites sont en tête de liste des communautés « impies » à exterminer. […]

Il est encore temps de faire front commun contre le djihadisme. […] Il y faudra la participation de tous les Etats de la région, **avec un principe intangible : l'égalité dans la citoyenneté, la liberté de conscience et de culte et la garantie des droits des minorités religieuses et ethniques.**

Le Monde